(A)

(N° 109.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SEANCE DU 4 AOUT 1873.

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Projet de Loi sur l'emploi de la langue flamande en matière répressive.

(Voir le N° 153, session 1871-1872; les N°s 201, 246, 248, 255, 262, 264, 267, 272 et 275, session 1872-1873 de la Chambre des Représentants, et le N° 103 du Sénat).

Présents : MM. le Baron DELLAFAILLE, Président ; DOLEZ, SOLVYNS, VAN CROMBRUGGE et le Baron D'ANETHAN, Rapporteur.

MESSIEURS,

On n'entrave pas sans danger le droit des citoyens d'employer dans les relations privées et dans les actes de la vie publique le langage que leur ont transmis leurs aïeux, auquel ils sont habitués et qui constitue une de leurs traditions les plus chères.

Le souvenir des mesures prises par le Gouvernement des Pays-Bas, relativement à l'emploi trop exclusif de la langue néerlandaise, quoique rapportées avant 1830, était encore vivace quand le Congrès s'est réuni, et cette assemblée, pour rendre impossible le retour de semblables abus, plaça au nombre des libertés constitutionnelles l'emploi facultatif des langues usitées en Belgique.

Cette liberté est absolue pour les particuliers.

La loi même ne peut régler l'emploi des langues que pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires, et les règles à établir afin de rester dans l'esprit de la Constitution, doivent avoir pour but, en prescrivant aux fonctionnaires de se servir de la langue comprise par les citoyens, de faciliter les rapports de ceux-ci avec l'autorité publique.

Etablir *à priori* des règles en cette matière eût été difficile et peut-être dangereux; il a paru préférable de laisser parler l'expérience, de consacrer plus tard par la loi les principes qui auraient obtenu la sanction de l'usage et des habitudes, de combler les lacunes et de corriger les abus que la pratique aurait révélés.

L'esprit de transaction auquel nous devons nos libérales institutions, doit dominer tout ce débat : il peut seul donner une solution convenable à ce problème délicat et difficile.

Loin de nous diviser, la question relative à l'emploi des langues, sagement et prudemment résolue, doit nous unir dans cette pensée commune que la liberté sera assurée à chacun, qu'il n'y aura de privilège pour personne et que l'égalité constitutionnelle de tous les citoyens devant la loi sera pleinement garantie.

Qu'importe que les Belges ne parlent pas tous la même langue. L'homogénéité d'un peuple git bien moins dans la similitude du langage que dans la communauté des intérêts, des sentiments, des principes, et dans l'attachement aux institutions qui sauvegardent ces éléments de la vie sociale.

Sous ce rapport, Flamands et Wallons sont unanimes : leur confraternité de 1830 s'est encore consolidée par la pratique de la vie commune et leur langage, quoique différent dans la forme, exprime au fond la même pensée qui se résume dans l'amour de la patrie et la volonté inébranlable d'assurer, par leur union, son indépendance et sa prospérité.

L'accueil, presque unanime, que le projet qui vous est soumis a reçu dans l'autre Chambre, lui assigne son véritable caractère, celui d'une loi de justice et d'apaisement, acceptable par tous les partis.

Votre Commission, adoptant l'idée fondamentale du projet, a passé à la discussion des articles.

ARTICLE 1.

Cet article énumère les provinces et arrondissements où la procédure préparatoire, et à l'audience doit avoir lieu en langue flamande, langue qui est d'un usage habituel dans ces localités.

C'est l'application d'un principe juste, mais susceptible des exceptions qui seront formulées dans les articles suivants.

L'obligation d'employer la langue flamande n'existera qu'à partir de la première comparution de l'inculpé devant le juge d'instruction. Pour les actes antérieurs, les plaintes, les dénonciations, les procès-verbaux, l'emploi soit de flamand, soit de français, reste facultatif. Cette liberté est parfaitement justifiée d'abord par cette considération, qu'au moment de la dénonciation ou de la constatation d'un crime ou d'un délit, on peut très-bien ignorer quel est l'inculpé ou quelle langue il parle, ensuite par cette autre considération que la gendarmerie, dans sa composition actuelle, pourrait se trouver gênée dans l'accomplissement de sa mission, si elle devait obligatoirement et toujours employer la langue flamande.

L'intérêt réel de l'inculpé, quant à l'emploi de la langue, ne commence qu'au moment où le juge l'interroge, et cet intérêt, l'article proposé le sauvegarde complètement.

ART. 2.

L'art. 1^{er} a posé un principe général pour les localités où la langue flamande est en usage. L'art. 2 permet de déroger à ce principe quand les inculpés eux-mêmes le demandent, en réclamant l'emploi de la langue française; dans ce cas, la procédure se fera dans cette langue.

Toutefois les témoins pourront continuer à s'exprimer en flamand, à moins qu'ils ne demandent eux aussi à faire usage de la langue française.

De cette manière se trouvera mise en pratique pour tous la liberté constitutionnelle inscrite dans l'article 25 de notre pacte fondamental.

ART. 3.

Comme sanction des dispositions qui précèdent, la nullité est prononcée en cas d'inobservation, mais seulement pour le cas où il y aurait eu opposition ; le silence est considéré avec raison comme un acquiescement ; il ne faut pas que l'inculpé puisse, par son abstention, se ménager un moyen de nullité.

ART. 4.

Le but de la loi est de mettre les inculpés à même de connaître toutes les charges portées contre eux.

A cet effet l'art. 4 ordonne que les déclarations des témoins et les rapports d'experts, si ces actes sont rédigés dans une langue que ne comprennent pas les inculpés, soient traduits dans la langue qu'ils comprennent.

Cette disposition n'est applicable qu'en matière criminelle, expression qui comprend, d'après les explications données à la Chambre, les poursuites à raison de crimes, même quand la connaissance en est enlevée aux Cours d'assises par suite d'une décision judiciaire qui a correctionnalisé les faits.

Peut-être eût-il suffi de se borner à la traduction des pièces en cas de renvoi devant la Cour d'assises, puisque c'est seulement alors, qu'aux termes de l'art. 505 du Code d'instruction criminelle, copie de certaines pièces doit être remise aux accusés, tandis que si les prévenus sont traduits devant le tribunal correctionnel, copie d'aucune pièce ne leur est donnée, et qu'il n'y a presque pas d'exemple d'un prévenu allant lui-même, avant l'audience, examiner le dossier qui reste entre les mains du Procureur du Roi.

Toutefois, comme jusqu'à la décision de la chambre des mises en accusation, le renvoi à la Cour d'assises est possible, il convient d'être en mesure de procéder, sans retard, le cas échéant, aux communications légalement ordonnées, et conséquemment de faire au cours de l'instruction, les traductions nécessaires.

La disposition, qui sera du reste d'une application peu fréquente, peut donc se justifier.

Le paragraphe final porte que les frais de ces traductions demeureront, dans tous les cas, à la charge du Trésor.

Cette dernière disposition a été critiquée comme contraire aux principes qui veulent qu'en cas de condamnation tous les frais soient supportés par le condamné.

Cette critique ne nous paraît pas fondée : un condamné ne doit point pâtir de ce que des témoins ou des experts ont employé une langue qu'il ignore. Tous les prévenus et accusés doivent être mis sur la même ligne ; s'il y a inégalité entre eux, c'est au Trésor public qu'il appartient de rétablir l'égalité, a dit avec raison M. Guillery à la Chambre des Représentants. (*Annales parl.* 17 juillet 1873, page 1552.)

(4)

ART. 5.

Les experts et les hommes de l'art peuvent faire leurs rapports soit en flamand, soit en français. Il est important de leur laisser cette faculté, de crainte de se priver, dans certaines éventualités, du concours d'hommes capables, qui pourraient ignorer un des deux idiomes usités en Belgique.

Du reste, cette faculté ne peut présenter aucun danger puisque, aux termes de l'article précédent, une traduction de ces pièces doit être faite si elles sont écrites dans une langue que l'inculpé ne comprend pas.

Pour les communications des magistrats entre eux, l'emploi de français ou de flamand reste facultatif ; mais il doit être bien entendu que si ces communications, sans en avoir la forme, avaient au fond le caractère de procès-verbaux, elles tomberaient sous l'application de l'art. 4.

ART. 6.

D'après le Code d'instruction criminelle (art. 296), le Président de la Cour d'assises doit, dans la maison de justice, interpellé l'accusé de déclarer le choix qu'il a fait d'un conseil et, s'il n'en a pas choisi, lui en désigner un d'office ; l'article proposé enjoint au Président de demander, en outre, à l'accusé s'il veut être défendu en français ou en flamand et, le cas échéant, de lui indiquer un avocat qui puisse le défendre dans la langue qu'il aura choisie, choix qu'il peut modifier jusqu'au moment des plaidoiries conformément à l'art. 8.

Cet article est une conséquence nécessaire du principe admis par la loi et doit être observé à peine de nullité en ce qui concerne la mention au procès-verbal de l'interpellation et de la réponse ; — mais quant à la désignation du défenseur, la loi s'en rapporte à la prudence et à la loyauté du magistrat ; on ne pourrait donc pas déduire une cause de nullité de ce que l'avocat désigné ne connaîtrait pas suffisamment la langue choisie par l'accusé. — (*Annales parlementaires*, 15 juillet 1873, p. 1516 et 1517).

ART. 7.

Des inculpés parlant des langues différentes peuvent être traduits en même temps en justice ; dans ce cas, le juge décide de quelle langue il devra être fait usage, en ce qui concerne l'instruction proprement dite à l'audience, jusqu'aux plaidoiries exclusivement. Le juge appréciera ce que réclament et l'intérêt de la justice et l'intérêt des inculpés. Ne pas laisser ce pouvoir aux juges serait entraver la marche de la procédure, la rendre même impossible, si les inculpés ne parvenaient pas à se mettre d'accord. Dans des cas semblables, l'art. 532 du Code d'instruction criminelle recevra naturellement son application.

ART. 8.

L'art. 2 permet d'employer la langue française pour la procédure et le jugement, si l'inculpé en fait la demande ; mais s'il n'a pas fait cette demande soit pendant l'instruction, soit même à l'ouverture du débat, il pourra néan-

moins plus tard encore autoriser son avocat à se servir de la langue française. Cette faculté laissée à l'inculpé est parfaitement logique : l'intérêt de sa défense commande que jusqu'au début des plaidoiries, l'inculpé puisse se faire défendre dans la langue qu'il préfère. L'avis de son conseil ou même le choix d'un avocat fait au dernier moment peut expliquer et justifier ce changement de volonté.

Mais, dans ce cas, dans quelle langue devra se produire l'accusation ? L'article adopté au premier vote rendait, même dans ce cas, la langue flamande obligatoire pour l'organe du Ministère public ; mais au second vote la Chambre, par 83 voix contre 17, revenant sur sa décision première, a autorisé le Ministère public à se servir dans ses réquisitions de la langue choisie par l'accusé.

Votre Commission vous propose l'adoption de cette disposition.

Si l'inculpé, quoique ne comprenant pas le français, demande à être défendu dans cette langue, c'est qu'il a pleine confiance dans son avocat, et dès lors il suffit que celui-ci comprenne les arguments de l'accusation ; mais il y a plus, si l'inculpé a choisi un avocat peu au courant de la langue flamande, forcer le Ministère public à parler en flamand, c'est placer le défenseur dans l'impossibilité de bien comprendre son adversaire et de répondre à ses arguments ; ce serait compromettre les intérêts du client au lieu de les servir. En justice et en raison rien ne pourrait justifier la prétention d'un inculpé qui, par un caprice bizarre, voudrait être accusé en flamand et défendu en français.

L'article exige que le consentement de l'inculpé d'être défendu en français soit acté au plume.

Ce paragraphe a été combattu comme contenant l'expression d'un sentiment peu bienveillant et peu équitable pour le barreau. (Ministre de la Justice 23 juillet, page 1,597).

Sans attacher une trop grande importance à cette formalité, votre Commission croit néanmoins devoir la maintenir, parce qu'il importe qu'il ne puisse rester aucun doute sur la volonté du client de déroger à une règle établie dans son intérêt. Cette disposition toute de prudence n'est pas introduite en défiance du barreau ; elle n'est pas plus offensante pour l'avocat que ne l'est pour le Président de la Cour d'assises l'obligation de constater par un procès-verbal qu'il a rempli les obligations que lui imposent les art. 204, 293 et 296 du Code d'instruction criminelle.

ART. 9.

Cet article consacre pour la partie civile et pour la partie civilement responsable du délit, le droit de faire usage à son choix de la langue française ou de la langue flamande.

Cette disposition qui, quant à la partie civile, n'avait pas été admise au premier vote, nous paraît devoir être accueillie.

Les droits de la partie civile qui vient demander réparation d'un préjudice souffert, sont aussi sacrés sans doute que ceux de l'inculpé ; si celui-ci peut se défendre dans la langue qu'il préfère, pourquoi la partie civile n'aurait-elle pas le même droit ? Voilà ce qu'on devrait se demander. abstraction même faite de toute disposition constitutionnelle ; mais, en présence de la Constitu-

tion, l'hésitation ne nous paraît pas possible. Le citoyen qui se constitue partie civile et qui, comme il en a le droit, veut exposer lui-même le sujet de sa plainte, ne peut pas être privé du bénéfice de l'art. 23 de la Constitution. Qu'on oblige le Ministère public à employer la langue que comprend l'inculpé, rien de plus juste : c'est un fonctionnaire auquel la loi peut imposer une obligation que réclame l'intérêt de la justice ; mais le simple particulier n'est pas dans cette position, et tout ce que l'inculpé est en droit d'exiger, c'est qu'on lui traduise ce qu'a dit contre lui la partie civile.

Quelle que soit la solution adoptée, il peut en résulter certaines difficultés inhérentes à la position respective des parties ; mais la solution adoptée par la Chambre, étant conforme aux principes constitutionnels, doit nécessairement être préférée.

ART 10.

L'arrondissement de Bruxelles est, quant à l'usage habituel des langues, un arrondissement mixte. On a contesté à la Chambre l'exactitude de la statistique établissant la proportion entre les personnes parlant le français et celles parlant le flamand ; un débat à cet égard nous paraît inutile. La proportion exacte importe peu, dès qu'il est reconnu que chacun des deux idiomes est parlé par une partie notable de la population. Or cela n'est ni contesté, ni contestable. Dès lors, par application des principes antérieurement admis, il convient de donner satisfaction aux Flamands et aux Wallons habitant cet arrondissement. C'est ce que fait l'art. 10 en permettant aux juges de décider, selon les besoins de la cause, quelle langue sera employée pour l'instruction et pour le jugement devant le tribunal correctionnel et les tribunaux de police de l'arrondissement de Bruxelles.

C'est une disposition analogue à celle de l'art. 7 pour le cas où des inculpés ne parleraient pas la même langue.

Voilà la règle générale ; mais si le prévenu ne comprend que la langue flamande, l'emploi de cette langue est déclaré obligatoire même devant ces tribunaux.

L'équité de cette disposition, conforme à l'esprit général de la loi, nous paraît évidente et n'a pas été contestée ; mais quelques doutes ont été émis sur la possibilité d'application ; ces doutes ou plutôt l'impossibilité de composer un jury comprenant un débat flamand ont fait rejeter, et avec raison, la mesure pour la Cour d'assises du Brabant. Quant aux tribunaux correctionnel et de police, la majorité de la Chambre, d'accord avec M. le Ministre de la Justice, a reconnu que cette impossibilité n'existait pas : « Si » l'application, a dit M. le Ministre (le 23 juillet 1873, page 1620) peut présenter des embarras même graves, elle n'est cependant pas si évidemment impossible que nous ne puissions donner aux Flamands la satisfaction de tenter » au moins l'expérience. »

L'article a été voté par 63 voix contre 33. (Page 1622)

L'art. 10 contient un paragraphe final ordonnant, conformément à l'art. 4, la traduction de certaines pièces à produire devant ces tribunaux et devant la Cour d'assises du Brabant.

Cet article est adopté par quatre voix contre une.

(7)

ART. 11.

La présente loi ne sera pas applicable aux Cours d'appel de Bruxelles et de Liège. Ainsi le décide l'art. 11.

Pour la Cour de Liège, aucune contestation n'est possible, et pour la Cour de Bruxelles, l'obligation d'y employer la langue flamande exigerait, avant tout, une modification de la loi d'organisation judiciaire, comme l'a démontré dans la séance du 17 juillet 1873 (page 1569), M. le Ministre de la Justice dont l'opinion a été sanctionnée par 50 voix contre 22.

Cet article sauvegarde, autant qu'il est possible, les droits de chacun, en ordonnant de joindre aux dossiers pour les Cours et les tribunaux où il doit être fait usage de la langue flamande, une traduction des arrêts de renvoi et des actes d'accusation.

Il faut sans doute redresser les griefs réels, tel est le but de la loi ; mais il faut se garder d'en faire naître d'autres dans un sens opposé et de provoquer ainsi une réaction qui serait contraire à l'intérêt bien entendu des populations flamandes.

ART. 12.

Cet article charge le Gouvernement de faire publier une traduction du Code d'instruction criminelle ; cette traduction, quoique n'ayant pas un caractère officiel, pourra néanmoins encore avoir une certaine utilité pour les populations flamandes.

Toutefois, votre Commission croit devoir faire observer que l'utilité de cette traduction ne sera pas d'une longue durée, un nouveau Code d'instruction criminelle allant être prochainement soumis aux Chambres ; votre Commission croit, en outre, qu'une traduction du Code pénal aurait une utilité plus pratique qu'une traduction du Code d'instruction criminelle.

ART. 13.

Adopté sans observations.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption du Projet de Loi.

Le Président,
Baron DELLAFAILLE.

Le Rapporteur,
Baron D'ANETHAN.